



TOGETHER
for a sustainable future

OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50th anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



TOGETHER
for a sustainable future

DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

FAIR USE POLICY

Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

CONTACT

Please contact publications@unido.org for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at www.unido.org



09269 - F



Distr. GENERALE

ID/CONF.4/12
28 novembre 1979

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

TROISIEME CONFERENCE GENERALE DE L'ONUDI

New Delhi (Inde), 21 janvier - 8 février 1980

Point 5 e) de l'ordre du jour

PROJET DE REGLEMENT INTERIEUR
POUR LE SYSTEME DE CONSULTATIONS

Rapport du Secrétariat sur la situation
à la clôture de la première session extraordinaire
du Conseil du développement industriel
(novembre 1979)

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
Rapport du Secrétariat	2

Annexes

- I. Règlement intérieur pour le système de consultations
- II. Document officieux sous forme de tableau synoptique indiquant les libellés approuvés provisoirement et les amendements proposés en ce qui concerne le projet de résolution relatif au système de consultations et le projet de règlement intérieur pour ce système

060507

Rapport du Secrétariat

1. A sa treizième session, le Conseil du développement industriel avait décidé qu'un projet de règlement concernant le fonctionnement du système de consultations serait établi par le Directeur exécutif en vue de son examen par le Conseil à sa session de novembre 1979 et, le cas échéant, par la troisième Conférence générale de l'ONUDI.
2. A sa première session extraordinaire, le Conseil a examiné le document intitulé "Règlement intérieur pour le système de consultations" (ID/B/S.1/2) dont l'avait saisi le Directeur exécutif. Un groupe de travail à composition non limitée a été créé pour étudier ce document qui contenait un projet de résolution concernant le système de consultations et en annexe un règlement pour ce système. Il s'est réuni du 13 au 16 novembre 1979.
3. Aucun accord n'a pu être réalisé au sujet du projet de résolution concernant le système de consultations.
4. Les divers paragraphes de l'annexe du document ID/B/S.1/2 ont été classés en "difficiles" et "moins difficiles" pour ce qui est de la réalisation d'un accord général. Le Groupe de travail à composition non limitée a décidé de créer un petit groupe de rédaction composé des représentants de toutes les régions géographiques pour examiner les paragraphes jugés "moins difficiles". Ce groupe de rédaction s'est réuni pendant deux jours en même temps que le Groupe de travail à composition non limitée et un accord provisoire a pu être réalisé au sujet du libellé de certains des paragraphes considérés comme moins difficiles; pour plusieurs autres de ces paragraphes, deux des trois grands groupes géographiques se sont mis d'accord sur leur libellé. Quant aux paragraphes "difficiles", ils ont été examinés par le Groupe de travail à composition non limitée et si les échanges de vues auxquels il a procédé ont été fructueux, aucun accord n'a pu se faire au sujet de ces paragraphes.
5. En se fondant sur les résultats des travaux du Groupe de travail à composition non limitée, le Conseil a adopté la conclusion ci-après à sa dernière séance, le 16 novembre 1979 :

"La première session extraordinaire du Conseil du développement industriel, après avoir examiné le document ID/B/S.1/2, décide de recommander à la troisième Conférence générale de l'ONUDI qu'elle invite le Conseil, à sa prochaine session ordinaire, à examiner plus avant et à adopter le règlement intérieur pour le système de consultations."^{1/}

6. Afin de faciliter les travaux de la troisième Conférence générale, on a reproduit à l'annexe I le projet de règlement intérieur et à l'annexe II un tableau synoptique officieux indiquant les paragraphes sur lesquels le Groupe de travail à composition non limitée est parvenu à un accord provisoire ainsi que les amendements proposés par les divers groupes géographiques à propos d'autres paragraphes du règlement intérieur.

^{1/} Rapport du Conseil du développement industriel sur les travaux de sa première session extraordinaire (ID/B/S.1/5).

Annexe I*

REGLEMENT INTERIEUR POUR LE SYSTEME DE CONSULTATIONS

Projet de résolution relatif au système de consultations
et projet de règlement applicable à ce système

Présenté par le Directeur exécutif

* La présente annexe est constituée par le texte du document ID/B/S.1/2 qui a été reproduit tel quel.

Introduction

Le présent document est soumis au Conseil du développement industriel comme suite au mandat donné au Directeur exécutif par le Conseil, à sa treizième session, d'établir un projet de règlement concernant le fonctionnement du système de consultations... en vue de son examen par le Conseil à sa session de novembre 1979 et, cas échéant, par la troisième Conférence générale de l'ONUDI... [A/34/16, paragraphe 84 a)].

Décision à prendre par le Conseil

Le Conseil est prié d'adopter le projet de résolution ci-après et le règlement applicable au système de consultations figurant en annexe.

PROJET DE RESOLUTION CONCERNANT LE SYSTEME DE CONSULTATIONS

Le Conseil du développement industriel,

Notant que, conformément au paragraphe 27 de la section II de la résolution 2152(XXI) de l'Assemblée générale, en date du 17 novembre 1966 c'est à l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel qu'il appartient au premier chef d'examiner et de favoriser la coordination de toutes les activités menées dans le domaine du développement industriel par les organismes des Nations Unies et que, au sens de l'alinéa f) de l'Article 2 de l'Acte constitutif de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel en tant qu'institution spécialisée^{1/}, l'Organisation qui sera créée lors de l'entrée en vigueur dudit Acte constitutif devra constituer une enceinte et un instrument au service des pays en développement et des pays industrialisés pour leurs contacts, leurs consultations et, à la demande des pays intéressés, pour leurs négociations tendant à l'industrialisation des pays en développement.

Rappelant, la section III de la résolution 3202(S-VI) de l'Assemblée générale, en date du 1er mai 1974, sur le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, aux termes de laquelle la communauté internationale devrait s'efforcer de prendre des mesures pour encourager l'industrialisation des pays en développement en vue d'accroître la part de ces pays dans la production industrielle mondiale,

^{1/} A/CONF.90/19.

Tenant compte du paragraphe 28 de la Déclaration et du Plan d'action de Lima concernant le développement et la coopération industriels, adoptés par la deuxième Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel^{2/}, qui stipule que la part des pays en développement devrait être augmentée au maximum et portée, si possible, à au moins 25 % du total de la production industrielle mondiale d'ici à l'an 2000, et qu'il convient de tout mettre en oeuvre pour que la croissance industrielle ainsi réalisée soit répartie aussi équitablement que possible entre les pays en voie de développement;

Considérant en outre que dans les paragraphes 63 à 65 de la Déclaration et du Plan d'action de Lima, il est recommandé que la nouvelle répartition des activités industrielles permette à tous les pays en voie de développement de s'industrialiser et d'obtenir, dans le cadre du système des Nations Unies, un mécanisme efficace pour réaliser leurs aspirations, que l'industrialisation se poursuive en vue d'un développement harmonieux et global des pays de la Communauté internationale, que l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel joue un rôle central dans la mise en oeuvre de la Déclaration et du Plan d'action en suscitant et en coordonnant les activités à mener dans le cadre des Nations Unies pour atteindre les objectifs y contenus qui relèvent de la compétence de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et que, pour atteindre ces objectifs, la Déclaration et le Plan d'action de Lima recommandent, au paragraphe 66, que l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel étende son action à la mise en place d'un système de consultations permanentes aux niveaux global, régional et sectoriel

Rappelant les paragraphes 3 et 4 de la section IV de la résolution 3362(S-VII) de l'Assemblée générale, en date du 16 septembre 1975, sur le développement et la coopération économique internationale dans laquelle l'Assemblée stipule que, comme prévu dans le Plan d'Action de Lima, un système de consultations devrait être établi aux niveaux mondial, régional, interrégional et sectoriel au sein de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et d'autres organismes internationaux appropriés, demande au Directeur exécutif de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel de prendre immédiatement les mesures nécessaires pour que cette Organisation soit prête à servir de forum pour des consultations et pour la négociation d'accords dans le domaine de l'industrie et invite le Conseil du développement industriel à élaborer, aussitôt que possible, les règles qui régiraient le fonctionnement de ce système.

^{2/} A/10112, chapitre IV.

Considérant que

- a) A sa dixième session^{3/}, le Conseil du développement industriel a prié le Directeur exécutif d'organiser, à titre expérimental, des consultations dans certains secteurs industriels, en tenant compte des secteurs prioritaires énumérés dans la Déclaration et dans le Plan d'action de Lima
- b) A sa douzième session^{4/}, le Conseil du développement industriel a décidé que le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel prendrait des dispositions préliminaires en vue de l'organisation de consultations mondiales sur la formation de la main-d'œuvre industrielle et sur le financement du développement industriel dans les pays en développement;
- c) A sa treizième session^{5/}, le Conseil du développement industriel a décidé que des réunions de consultation régionales et interrégionales devraient être organisées, sous réserve de son approbation.

Rappelant qu'à sa treizième session, le Conseil du développement industriel a examiné le fonctionnement du système de consultations au cours de sa phase expérimentale, a reconnu que le système était devenu une activité importante et bien établie de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et a conclu qu'il devrait constituer une activité permanente de l'Organisation, tout en étant renforcé afin d'offrir le plus d'avantages possibles aux pays en développement^{6/};

Rappelant en outre qu'à sa treizième session, le Conseil du développement industriel a aussi prié le Directeur exécutif d'établir un projet de règlement concernant le fonctionnement du système de consultations, en vue de son examen par le Conseil du développement industriel, réuni en novembre 1979 pour sa première session extraordinaire en sa qualité de Comité intergouvernemental préparatoire de la troisième Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel^{7/};

-
- 3/ A/31/16, paragraphe 60.
 - 4/ A/33/16, paragraphe 169 a), b).
 - 5/ A/34/16, paragraphe 84 b).
 - 6/ Ibid, paragraphe 82.
 - 7/ Ibid, paragraphe 84 a), 121.

Ayant examiné le projet de règlement intérieur pour le système de consultations établi par le Directeur exécutif^{8/},

Décide de conférer au système de consultations le caractère d'activité permanente de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et adopte pour son fonctionnement le règlement annexé à la présente résolution.

^{8/} ID/B/S.1/2.

Annexe

REGLEMENT DU SYSTEME DE CONSULTATIONS

I. Le système de consultations

1. Le système de consultations est l'instrument grâce auquel l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) sert d'enceinte aux pays en développement et aux pays développés pour leurs contacts, leurs consultations et, à la requête des pays intéressés, leurs négociations au sujet de l'industrialisation des pays en développement.
2. Le système sert de cadre à un dialogue permanent sur la coopération internationale dans l'industrie, portant aussi bien sur les formes actuelles de cette coopération que sur les améliorations à y apporter le cas échéant.
3. Les consultations organisées dans le cadre du système sont une instance pour l'étude et la définition, par consensus, des moyens d'accroître, grâce à une action concertée, la part des pays en développement dans la production industrielle mondiale, et notamment d'intensifier le redéploiement de certaines capacités de production existant dans les pays développés ainsi que la mise en place de nouvelles installations industrielles dans les pays en développement.
4. Les consultations peuvent également, à la requête des pays intéressés, servir d'instance pour la négociation d'accords relatifs à l'industrie entre les pays développés et les pays en développement ainsi qu'entre ces derniers.
5. Les consultations ont pour objet de définir des mesures concrètes au sujet des questions à l'examen. A cette fin, les problèmes liés à l'industrialisation des pays en développement sont examinés systématiquement du point de vue économique, social et technique, et sous l'angle des politiques à appliquer.
6. Les consultations peuvent avoir trait à la coopération entre les pays en développement ou entre ces pays et les pays développés, ainsi qu'à la coopération entre les pays développés dans la mesure où elle influe sur l'industrialisation des pays en développement.

7. Eu égard à la complexité, à la diversité et à la corrélation des problèmes à aborder, le système comporte des consultations à quatre niveaux - global, régional, interrégional et sectoriel - qui sont convoquées suivant les besoins et dans les conditions définies pour chaque niveau aux paragraphes 6 à 11 ci-après.

8. Les consultations au niveau global sont notamment consacrées :

- a) Aux questions liées à la promotion et à l'accélération de l'industrialisation des pays en développement
- b) Aux problèmes communs à plusieurs secteurs industriels.

Ces consultations formulent des propositions, sur la base des pratiques actuelles en matière de coopération internationale dans l'industrie, en vue du resserrement de la collaboration industrielle entre les pays développés et les pays en développement ainsi qu'entre ces derniers, compte tenu de tous les intérêts en jeu et de la nécessité, pour les pays en développement, d'accélérer leur industrialisation.

9. Les consultations au niveau régional sont notamment consacrées :

- a) Aux problèmes liés au développement industriel de la région en cause;
- b) A toute question ou tout secteur industriel intéressant cette région, de façon que les Etats qui en font partie puissent mener une action concertée.
- c) A toute question ou tout secteur industriel ayant fait l'objet de consultations sectorielles ou globales, de manière à faciliter l'application, au niveau régional, des recommandations qui y auraient été formulées.

10. Les consultations au niveau interrégional sont notamment consacrées à la coopération actuelle et future entre plusieurs régions, sur toute question ou dans tout secteur quelconque.

11. Les consultations au niveau sectoriel sont notamment consacrées :

- a) A l'examen de l'évolution des structures du secteur en cause, compte tenu des principales tendances dont dépend son avenir.
- b) A la détermination de la part qui pourrait revenir aux pays en développement dans ce secteur et à l'étude des moyens propres à leur assurer ladite part.
- c) A l'élaboration de recommandations sur les mesures à prendre aux niveaux national, régional, interrégional et mondial.

12. Le système de consultations est utilisé pour suivre l'évolution de l'industrie mondiale, de manière à pouvoir obvier aux problèmes prévus dans l'industrialisation des pays en développement et à résoudre ceux qui sont décelés au fur et à mesure qu'ils se posent. A cette fin, le Secrétariat de l'ONUDI établit des études thématiques et sectorielles, les met à jour et les révisé en permanence.

13. Le système de consultations étant conçu pour permettre à toutes les parties intéressées de prendre part à la définition des problèmes posés par l'industrialisation des pays en développement et à la recherche des solutions à apporter à ces problèmes, les activités s'y rapportant sont coordonnées étroitement avec les autres activités de l'ONUDI. En particulier :

- a) La présentation des problèmes abordés et la mise au point des solutions à y apporter sont fondées, dans la mesure du possible, sur les activités du Secrétariat relatives aux études industrielles, aux programmes de coopération technique, aux nouvelles sources de technologie et à la promotion des investissements.
- b) Il est tenu compte des conclusions et recommandations formulées lors des consultations pour ces diverses activités, de sorte que lesdites conclusions et recommandations servent de lignes directrices pour les programmes de l'ONUDI.

14. Eu égard au rôle central de coordination assigné à l'ONUDI au sein du système des Nations Unies en matière de développement industriel, le Directeur exécutif de l'Organisation (le Directeur exécutif) prend les mesures requises pour obtenir que les divers organismes, organes et programmes de ce système participent activement et contribuent, dans leurs domaines de compétence respectifs, au système de consultations.

II. Fonctionnement du système de consultations

A. Programme

15. Le Conseil du développement industriel (le Conseil) détermine les questions et les secteurs qui doivent faire l'objet de consultations, ainsi que le niveau auquel celles-ci se tiennent. Le Conseil arrête tous les deux ans le programme des consultations pour la période biennale suivante, qui coïncide avec un exercice financier.

B. Préparation

16. Chaque consultation est préparée minutieusement, et les questions à y examiner sont définies sur la base :

- a) Des études faites par le Secrétariat de l'ONUJI et, le cas échéant, par d'autres organes des Nations Unies ou d'autres organisations internationales;
- b) De l'examen de ces études et d'autres documents auquel procèdent, individuellement ou lors de réunions appropriées, des experts choisis par le Directeur exécutif, compte dûment tenu du principe de la répartition géographique;
- c) De contacts officieux avec les représentants des diverses parties intéressées.

17. La documentation établie pour chaque consultation est distribuée aux participants en temps opportun pour qu'ils puissent l'examiner suffisamment à l'avance soit normalement deux mois avant la date d'ouverture de la consultation.

C. Participation

18. Toutes les consultations se tiennent entre Etats.

- a) Aux consultations globales et sectorielles, peuvent participer de plein droit tous les Etats énumérés dans l'Annexe à la résolution 2152(XXI) de l'Assemblée générale, telle qu'elle a été modifiée;
- b) Aux consultations régionales et interrégionales, peuvent participer de plein droit tous les Etats énumérés dans ladite annexe qui appartiennent à la région ou aux régions en cause (telles qu'elles sont déterminées aux fins des commissions régionales ou, au besoin, définies par le Conseil), ainsi que les autres Etats acceptés à l'unanimité par ces pays; tout autre Etat énuméré dans l'annexe susindiquée qui n'appartient pas à la région ou aux régions en cause peut également participer^{a/} à ces consultations.

19. Tout Etat participant à une consultation peut y déléguer des fonctionnaires et des représentants de l'industrie, des travailleurs, des groupes de consommateurs ou d'autres groupements, au gré de son gouvernement. La liste des membres de sa délégation,

a/ Ces participants jouissent des mêmes prérogatives que les participants de plein droit, à l'exclusion des prérogatives énoncées ci-après aux articles 28, 37, 43, 45, 46 (deuxième phrase), 47 (deuxième phrase), 48 et 49.

indiquant le nom du chef de la délégation est communiquée au Directeur exécutif par les voies officielles. Le chef de délégation désigné peut ensuite faire connaître au Directeur exécutif le nom des membres ajoutés à la délégation et celui du ou des suppléants désignés pour le remplacer si besoin est.

20. Le Directeur exécutif peut inviter les organisations intergouvernementales et les organisations internationales non gouvernementales ayant compétence dans les domaines qui doivent être examinés lors d'une consultation, à participer à ladite consultation^{a/}.

D. Dispositions financières

21. Les dépenses afférentes aux consultations sont considérées comme des dépenses d'administration de l'ONUDI, au sens de l'alinéa a) du paragraphe 20 ainsi que du paragraphe 21 de la section II de la résolution 2152(XXI) de l'Assemblée générale, dans la mesure où les dépenses visées au paragraphe 5 de la résolution 31/140 de l'Assemblée générale ne sont pas financées par un Etat ou de toute autre façon.

22. Normalement, chaque participant à une consultation prend à sa charge les dépenses de sa délégation.

E. Rapports et mesures complémentaires

23. Il est établi pour chaque consultation un rapport contenant les conclusions et recommandations auxquelles les participants sont parvenus par consensus, ainsi qu'un résumé des autres opinions importantes exprimées durant les débats. Ce rapport est soumis à l'examen du Conseil.

24. Après avoir examiné le rapport d'une consultation, le Conseil peut :

- a) Faire siennes les conclusions et recommandations approuvées que contient le rapport.
- b) Arrêter les mesures à prendre par l'ONUDI;
- c) Décider de porter à l'attention des gouvernements ainsi que des organisations intergouvernementales et des organisations internationales non gouvernementales, et en particulier de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social et des autres organes compétents des Nations Unies, les conclusions et recommandations contenues dans le rapport, ainsi que les vues et propositions qu'il a formulées à leur sujet, dans la mesure où elles appellent une action gouvernementale ou intergouvernementale;

- d) Prier le Directeur exécutif, chaque fois que le rapport fait état de vues divergentes sur des questions jugées importantes par le Conseil, de prendre les dispositions nécessaires pour que ces questions soient examinées plus avant lors de consultations ultérieures.

F. Parrainage conjoint

25. L'ONUDI peut parrainer une consultation conjointement avec d'autres organes des Nations Unies ou des organisations intergouvernementales, auquel cas le Directeur exécutif fixe, en coopération avec les autres chefs de secrétariat intéressés, la répartition des tâches liées à la préparation et au déroulement de cette consultation.

III. Organisation des travaux et conduite des débats

A. Date, lieu et durée des consultations

26. Le Directeur exécutif fixe la date, le lieu et la durée de chaque consultation, compte tenu des décisions du Conseil relatives au programme des consultations et de l'état d'avancement des travaux préparatoires.

B. Ordre du jour

27. Le Directeur exécutif établit l'ordre du jour, sur la base des travaux préparatoires, de chaque consultation, qui est communiqué aux Etats et organisations invités trois mois au moins avant l'ouverture de la consultation.

28. L'ordre du jour ne peut pas être modifié pendant la consultation, sauf accord unanime des participants de plein droit.

C. Bureau

29. Chaque consultation élit un Président et le nombre de Vice-Présidents voulu pour assurer la représentation des diverses régions participantes. Le Président et les Vice-Présidents constituent le Bureau.

30. Si le Président est obligé de s'absenter pendant tout ou partie d'une séance faisant partie de la consultation, il désigne un Vice-Président pour le remplacer. Un Vice-Président agissant en qualité de Président a les mêmes pouvoirs et les mêmes devoirs que le Président.

31. Le Président prononce l'ouverture et la clôture de chaque séance, dirige les discussions, assure l'application du règlement, donne la parole, fait des propositions de procédure et de fond, présente les décisions à prendre, proclame les décisions adoptées et exerce toute autre fonction qui lui est confiée par le présent règlement ou par la consultation.

D. Groupes de travail

32. Une consultation peut créer des groupes de travail comprenant, selon le cas, des représentants des participants de plein droit et des autres participants, pour l'examen de questions particulières ou pour la rédaction de conclusions et de recommandations.

E. Séances publiques et privées

33. Les séances de la consultation, y compris celles des groupes de travail, sont publiques, sauf décision contraire de l'organisme intéressé.

F. Secrétariat

34. Le Directeur exécutif ou son représentant fournit et dirige le personnel nécessaire à la consultation.

35. Le Secrétariat de l'ONUDI est chargé d'établir et de distribuer les documents, et d'organiser les débats; il aide le Président dans l'exercice de ses fonctions et s'acquitte de toute autre tâche qui lui est confiée par le présent règlement ou qui lui est demandée par la consultation.

36. Le Directeur exécutif ou son représentant peut faire des exposés oraux ou écrits.

G. Langues et comptes rendus

37. Les discours sont interprétés dans les langues officielles du Conseil^{b/} effectivement nécessaires aux participants de plein droit à la consultation. Tout orateur peut prendre la parole dans une langue autre que les langues officielles du Conseil, s'il assure l'interprétation de son discours dans une des langues utilisées dans la consultation.

^{b/} Anglais, chinois, espagnol, français et russe, conformément à l'article 63 du règlement intérieur du Conseil (ID/B/18/Rev.6).

38. Les documents destinés à une consultation sont établis dans les langues de travail du Conseil^{c/} effectivement nécessaires aux participants de plein droit à la consultation. A la demande des participants, et dans la mesure du possible, les documents peuvent aussi être établis dans les autres langues officielles du Conseil.

39. Le rapport de chaque consultation est établi dans les langues officielles du Conseil.

40. Il n'est pas établi de comptes rendus sténographiques ou analytiques. Le Secrétariat de l'ONUDI conserve les enregistrements sonores des séances des consultations et, selon le cas, des groupes de travail.

H. Droit de parole

41. Aucun participant ne peut prendre la parole à une consultation sans avoir, au préalable, obtenu l'autorisation du Président. Sous réserve de l'article 46 ci-dessous, le Président donne la parole aux orateurs dans l'ordre où ils l'ont demandée. Le Président peut rappeler à l'ordre un orateur dont les remarques n'ont pas trait au sujet en discussion.

42. La consultation peut limiter le temps de parole de chaque orateur, et le nombre d'interventions de chacun sur une même question.

I. Propositions de fond

43. Les propositions de fond et les amendements y relatifs peuvent être présentés par tout participant, mais il ne peut être pris de décision à leur sujet que sur la demande du chef de la délégation d'un participant de plein droit.

44. Les propositions de fond et les amendements y relatifs sont normalement remis par écrit au Secrétariat, qui en communique le texte aux participants. En règle générale, ces propositions et amendements ne peuvent être examinés avant le lendemain de la distribution du texte, cependant, le Président peut autoriser l'examen de propositions ou d'amendements dont le texte n'a pas été distribué ou n'a été distribué que le jour même.

J. Motions de procédure

45. Les motions de procédure, y compris les motions relatives à la suspension de la séance, à son ajournement ou à la clôture du débat sur la question en discussion, peuvent être présentées oralement à tout moment par les chefs de délégation des participants de plein droit. Ces motions ont priorité sur les propositions de fond, et ne sont discutées que dans les limites que fixe le Président avant de les soumettre à la décision de la consultation.

^{c/} Anglais, espagnol et français, conformément à l'article 63 du règlement intérieur du Conseil (op. cit.).

K. Motions d'ordre

46. Tout participant peut, à tout moment, présenter une motion d'ordre, sur laquelle le Président statue immédiatement, conformément au présent règlement. Les chefs de délégation des participants de plein droit peuvent faire appel de la décision du Président; celle-ci est maintenue si l'appel n'est pas approuvé en vertu d'une décision prise immédiatement, conformément à l'article 48 ci-dessous.

L. Décisions

47. Les conclusions et les recommandations des consultations sont adoptées par consensus. Toute décision à cet effet doit être prise en présence des représentants de toutes les régions participantes et d'une majorité des participants de plein droit.

48. Les décisions sur les autres questions sont normalement prises elles aussi par consensus. Cependant, faute de consensus, les chefs de délégation des participants de plein droit peuvent demander qu'il soit procédé à un vote, sur quoi la question est décidée à la majorité des chefs de délégation des participants de plein droit présents et votants.

49. Aux fins du présent règlement, le terme consensus signifie que la décision est prise en l'absence d'opposition expresse d'aucun chef de délégation des participants de plein droit. Les réserves, les abstentions et les déclarations de non-participation ne valent pas opposition.

50. Les décisions qui entraîneraient, ou pourraient entraîner, des dépenses de la part de l'ONUDI ou de toute autre organisation internationale sont prises compte tenu des états d'incidences financières présentés par le Secrétariat de l'ONUDI.

M. Rapport

51. Aux fins du rapport prévu à l'article 23 ci-dessus, le Secrétariat établit un projet de rapport que le Président soumet, au nom du Bureau, à l'approbation de la consultation.

N. Autres questions de procédure

52. Les questions de procédure qui ne sont pas expressément prévues dans le présent règlement sont tranchées conformément aux dispositions du règlement intérieur du Conseil, sauf si celles-ci sont inapplicables en la matière.

IV. Amendement

53. Le présent règlement peut être amendé par le Conseil.

Annexe II

DOCUMENT OFFICIEUX SOUS FORME DE TABLEAU SYNOPTIQUE
INDIQUANT LES LIBELLES APPROUVES PROVISoireMENT
ET LES AMENDEMENTS PROPOSES EN CE QUI CONCERNE
LE PROJET DE RESOLUTION RELATIF AU SYSTEME DE CONSULTATIONS
ET LE PROJET DE REGLEMENT INTERIEUR POUR CE SYSTEME*

* Ce document a été établi par le Secrétariat de l'ONUDI au cours des délibérations du Groupe de travail à composition non limitée sur le règlement intérieur pour le système de consultations créé par le Conseil à sa première session extraordinaire; il est reproduit tel quel dans la présente annexe.

DRAFT RESOLUTION ON THE SYSTEM OF CONSULTATIONS

The Industrial Development Board,

Noting that, according to paragraph 27 of section II of General Assembly resolution 2152 (XXI), of 17 November 1966, the United Nations Industrial Development Organization is to play the central role in and be responsible for reviewing and promoting the coordination of all activities of the United Nations system in the field of industrial development and that, according to subparagraph (f) of Article 2 of the Constitution of the United Nations Industrial Development Organization as a Specialized Agency, the Organization to be established on the entry into force of that Constitution is to provide a forum and act as an instrument to serve the developing countries and the industrialized countries in their contacts, consultations and, at the request of the countries concerned, negotiations directed towards the industrialization of the developing countries;

Recalling section III of General Assembly resolution 3202 (S-VI), of 1 May 1974, on the programme of action on the Establishment of a New International Economic Order, according to which every effort should be made by the international community to take measures to encourage the industrialization of the developing countries with a view to increasing their share in world industrial production;

Bearing in mind paragraph 28 of the Lima Declaration and Plan of Action on Industrial Development and Co-operation, adopted by the Second General Conference of the United Nations Industrial Development Organization,^{2/} according to which the share of developing countries should be increased to at least 25 per cent of total world industrial production by the year 2000, while making every endeavour to ensure that the industrial growth so achieved is distributed among developing countries as evenly as possible;

Further bearing in mind that paragraphs 63 to 65 of the Lima Declaration and Plan of Action recommended that the new distribution of industrial activities must make it possible for all developing countries to industrialize and to obtain an efficient instrument within the United Nations system to fulfill their aspirations, that industrialization must be pursued in such a way as to promote the global harmonious development of the countries of the international community, that the United Nations Industrial Development Organization should play a central role in the implementation of the Lima Declaration and Plan of Action by initiating and co-ordinating activities within the United Nations system aimed at achieving the objectives contained therein as far as they fall within the competence of the United Nations Industrial Development Organization, and that to attain these objectives, paragraph 66 of the Lima Declaration and Plan of Action recommended that the United Nations Industrial Development Organization should include among its activities a system of continuing consultations at global, regional and sectoral levels;

^{1/} A/CONF.90/19.

^{2/} A/10112, chap. IV.

There was no agreement on the following draft resolution

Recalling paragraphs 3 and 4 of section IV of General Assembly resolution 3362 (S-VII), of 16 September 1975, on Development and International Economic Co-operation, according to which a system of consultations, as provided for by the Lima Declaration and Plan of Action, should be established at the global, regional, interregional and sectoral levels within the United Nations Industrial Development Organization and within other appropriate international bodies, requested the Executive Director of the United Nations Industrial Development Organization to take immediate action to ensure the readiness of that Organization to serve as a forum for consultations and negotiations of agreements in the field of industry, and invited the Industrial Development Board to draw up, at an early date, the rules of procedure according to which this system would operate;

Bearing in mind that:

- (a) at its tenth session ^{3/} the Industrial Development Board requested the Executive Director of the United Nations Industrial Development Organization to organize sectoral consultations on an experimental basis, taking into account the priority sectors indicated in the Lima Declaration and Plan of Action;
- (b) at its twelfth session ^{4/} the Industrial Development Board decided that the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization should make preliminary arrangements for global consultations on the training of industrial manpower and the financing of industrial development in developing countries; and
- (c) at its thirteenth session ^{5/} the Industrial Development Board decided that regional and interregional consultations should be convened, subject to its consideration;

Recalling that at its thirteenth session the Industrial Development Board reviewed the functioning of the System of Consultations during its experimental phase, recognised that the System had become an important and established activity of the United Nations Industrial Development Organization and concluded that it should be continue as an on-going activity of the United Nations Industrial Development Organization and strengthened so as to provide the greatest possible benefit to the developing countries; ^{6/}

^{3/} A/31/16, para.60.

^{4/} A/33/16, para.169 (a), (b).

^{5/} A/34/16, para.84(b).

^{6/} Ibid., para.82.

Further recalling that at its thirteenth session the Industrial Development Board also requested the Executive Director to prepare, for consideration at the first special session of the Industrial Development Board in its capacity as Intergovernmental Preparatory Committee for the Third General Conference of the United Nations Industrial Development Organisation in November 1979, draft rules of procedure according to which the System of Consultations would operate; ^{7/}

Having considered the draft rules for the System of Consultations prepared by the Executive Director; ^{8/}

Decides to continue the System of Consultations as a permanent activity of the United Nations Industrial Development Organisation, and adopts the rules annexed hereto to govern its operation.

^{7/} Ibid., paras. 84(a), 121.
^{8/} ID/B/S.1/2.

SECRETARIAT TEXT ID/B/S.1/2	PARAGRAPH	GROUP 77	GROUP B	GROUP D	INDIVIDUAL REMARKS
ANNEX					
RULES FOR THE SYSTEM OF CONSULTATIONS					
1. <u>The System of Consultations</u>					
1. The System of Consultations shall be the instrument through which the United Nations Industrial Development Organisation (UNIDO) is to serve as a forum for developing and developed countries in their contacts, consultations and, at the request of the countries concerned, negotiations directed towards the industrialisation of developing countries.	Title of Annex Line 2	The System of Consultations shall be an instrument			
2. The System shall provide a framework for a continuing dialogue on international industrial co-operation, covering both the present forms of such co-operation as well as required improvements therein whenever and wherever necessary.	Line 8	'negotiations directed to accelerate the industrialisation' etc. '..... provide a permanent framework	UNIDO shall provide a forum and act as an instrument to serve the developing countries and the industrialized countries etc.	After industrial co-operation insert 'in the direction of the reconstruction of international, economic relations on a just and democratic basis'	
3. Consultations within the System shall be a forum for discussing and reaching consensus on ways and means to increase, through concerted action, the share of developing countries in world industrial production, including the redeployment of certain productive capacities existing in developed countries and the creation of new industrial facilities in developing countries.	Line 1 Line 2 Line 4 Line 6 to 10	Delete 'within the System' Delete 'discussing and reaching consensus' and replace by 'identifying and considering' Delete 'through concerted action' Delete 'including the redeployment developed countries'	Same remark as Group 77 Delete 'through concerted action' Delete 'including the redeployment developed countries'	Sweden: delete 'discussing and reaching consensus' and replace by 'identifying and considering consensus' Gaiar: replace 'concerted' by 'concrete'	

4. The Consultations may also serve as a forum for negotiating, at the request of the countries concerned, agreements in the field of industry between developed and developing countries and among developing countries themselves.

5. The Consultations shall seek action-oriented measures on the issues under consideration. To that end, the problems associated with the industrialization of developing countries shall be considered on a continuing basis from a policy, economic, financial, social and technical point of view. (Tentative agreement)

6. The Consultations may relate to co-operation among developing countries or between developed and developing countries, as well as to co-operation among developed countries insofar as this affects the industrialization of developing countries.

7. In view of the complexity, variety and interrelationships of the problems to be addressed, the System of Consultations shall have four levels: global, regional, interregional and sectoral, which shall be used as appropriate and as respectively described in paragraphs 8 to 11 below.

Delete whole paragraph

The Consultations shall seek action-oriented measures on the issues under consideration. To that end, the problems associated with the industrialization of developing countries shall be considered on a continuing basis from a policy, economic, financial, social and technical point of view. (Tentative agreement)

Delete 'as well as developing countries'

Line 4 to 6

Panama: add after 'industrialization', 'improvements of industries'

add at end of Secretariat's paragraph new sentence to read: With respect to regional and interregional Consultations, due account shall be taken of the contributing role and responsibilities of the United Nations regional commissions. (Tentative agreement)

8. Consultations at the global level may cover in particular:

- (a) Issues related to the promotion and acceleration of the industrialization of developing countries;
- (b) Topics that are common to a number of industrial sectors.

These Consultations shall, on the basis of current practices in international industrial co-operation, formulate proposals for closer collaboration in the field of industry between developed and developing countries and among developing countries themselves, taking into account all interests involved and the need of developing countries for the acceleration of their industrialization.

9. Consultations at the regional level may cover in particular:

- (a) Problems related to the industrial development of the region;
- (b) Any topic or industrial sector relevant to the region, with a view to enabling the States within the region to undertake concerted action;
- (c) Any topic or industrial sector on which sectoral or global Consultations have been held, in order to facilitate the implementation at the regional level or any recommendations there formulated.

10. Consultations at the interregional level may cover in particular current and future industrial co-operation between any two or more regions in relation to any topic or sector.

Consultations at the global level may cover in particular:

- (a) Issues related to the promotion and acceleration of the industrialization of developing countries as well as to the development of industrial co-operation of all countries;
 - (b) Topics that are common to a number of industrial sectors.
- These Consultations shall, taking into account inter alia the positive aspects of current practices in international industrial co-operation taking into account all interests involved and the imperative need of developing countries for the acceleration of their industrialization. (Tentative agreement)

Should read 'Consultations at the regional level should be held at the request of the States concerned and may cover in particular':

Delete 'with a view to action'

Insert 'industrial' before topic'
Mention should be made of regional commissions in the preparation of Consultations.

Consultations at the interregional level should be held only at the request of the States concerned, and may cover in particular current and future (Tentative agreement)

11. Consultations at the sectoral level may cover in particular:

- (a) The consideration of changing patterns in the sector, taking into account the main trends governing its future;
- (b) The determination of the possible share of developing countries in the sector and the consideration of ways and means through which this share might be achieved;
- (c) The elaboration of recommendations for action at national, regional, interregional and world-wide levels.

12. The System of Consultations shall be used to monitor trends in world industry so that anticipated problems in relation to the industrialization process in developing countries may be prevented while those detected may be dealt with as they emerge. For this purpose, studies on topics and sectors shall be prepared, updated, and kept under review on a continuing basis by the Secretariat of UNIDO.

Delete 'governing its future'

Delete word 'possible'

Delete 'elaboration of'

Replace 'determination' by 'consideration'

The System of Consultations shall be used to monitor trends in world industry so that problems anticipated by developing countries in relation to their industrialization process may be prevented while those detected may be dealt with as they emerge. For this purpose (Tentative agreement)

SECRETARIAT TEXT	PARAGRAPH	GROUP 77	GROUP B	GROUP I	INDIVIDUAL REMARKS
13. Since the System of Consultations is designed to allow all interested parties to participate in the identification of problems associated with the industrialization of developing countries and in finding solutions to these problems, its activities shall be closely co-ordinated with the other activities of UNIDO. In particular:	Line 1 and 2				Delete the word 'Since' Replace 'interested parties' by all Member States'
(a) The presentation of the problems addressed, and the formulation of their solutions, shall be based as far as possible on the Secretariat's activities related to industrial studies, technical co-operation programmes, alternative sources of technology and investment promotion;	Line 6				After 'problems' insert full stop. Continue with new sentence. Delete the word 'the' before 'other activities'
(b) The conclusions and recommendations of the Consultations shall be taken into account in these various activities, so as to provide guidance for the programmes of UNIDO	Line 7	Delete the words 'in particular':			After 'related to industrial studies' insert 'taking account of the experience in industrial development of States with different social and economic systems' After 'various activities' insert 'after approval by the Board'
14. In view of the central co-ordinating role of UNIDO within the United Nations system in the field of industrial development, the Executive Director of UNIDO (Executive Director) shall take the necessary steps to secure, on the part of the various organizations, organs and programmes of that system, within their respective areas of competence, their active participation in and contribution to the System of Consultations.		Redraft to read 'After approval by the Board the conclusions of the Consultations (Industrial Development Board?) shall be taken into account in the various programmes and activities of UNIDO'.			Suggests rewording in relation to paragraph 25

II. Operation of the System of Consultations

A. Programme

15. The topics on which and the sectors in respect of which Consultations are to be held, as well as the level at which they are to take place, shall be determined by the Industrial Development Board (the Board). The Board shall decide every two years on the programme of Consultations for the following biennium, corresponding to a financial period.

Line 5 Delete '(the Board)'

The topics on which and the sectors in respect of which Consultations are to be held, as well as the level as defined in paragraph 7, shall be determined by the Industrial Development Board. The Board shall decide every two years on the programme of Consultations, including preparatory meetings, taking into account the financial implications, for the following biennium corresponding to a financial period. (Tentative agreement)

B. Preparation

16. Each Consultation shall be thoroughly prepared and the issues to be considered shall be identified on the basis of:

- (a) Studies by the Secretariat of UNIDO and, where appropriate, by other United Nations organs or international organizations;
- (b) Discussion, individually or at appropriate meetings, of these studies and of other documents, among experts selected by the Executive Director with due regard to geographical distribution and
- (c) Informal contacts with representatives of the various interests concerned.

After 'Executive Director' insert 'equitably' before insert 'of appropriate after 'geographical distribution' consultations with the Member States concerned'

Add after 'interests concerned', 'and submission that may be made by such interests'

Suggests .6. bis which should be old paragraph 27

17. The documents for each Consultation shall be distributed to those having accepted the invitation to participate, in time to permit adequate advance consideration - normally two months before the opening date.

C. Participation

18. All Consultations shall take place among States.
 (a) In global and sectoral Consultations, full participation shall be open to all States listed in the Annex to General Assembly resolution 2152(XII), as amended;

(b) In regional and interregional Consultations, full participation shall be open to all States so listed that are in the appropriate region or regions (as specified for the regional commissions or to be defined by the Board if necessary) and to other States admitted by the unanimous consent of these States; any other listed State that is not in the appropriate region or regions may also participate a/ in such Consultations.

a/ Such participants shall be entitled to all rights except for the special ones of full participants specified in rules 28, 37, 43, 45, 46 (second sentence), 47 (second sentence), 48 and 49 below.

Line 2
 Line 5

'..... shall be distributed to Member States' and delete 'to those having accepted the invitation to participate'

Replace 'normally' by 'at least'

Amalgamate paragraphs 18 and 19 into 'Participation in all Consultations shall be open to Government officials as well as representatives of industry, labour, consumer groups, etc. from member States as deemed appropriate by each Government'

Delete after 'necessary' 'and to'

Redraft as follows: 'Other States may be admitted as participants or observers by the consent of the States of the region/regions'

Delete 'any other listed State Consultations'

Same suggestion as Group 77

Delete 'and to other States of these States' and replace by 'any tier country member of UNIDO which expresses an interest in participation may do so as participant or observer in such Consultations'

Delete footnote a/

SECRETARIAT TEXT

PARAGRAPH

GROUP 77

GROUP B

GROUP D

INDIVIDUAL REMARKS

19. Any State participating in a Consultation may be represented by Government officials, as well as by delegates of industry, labour, consumer and other groups, as deemed appropriate by its Government. A list of the members of the delegation, indicating the head of the delegation, shall be communicated to the Executive Director through official channels; the designated head of delegation may subsequently communicate to the Executive Director the names of additional members of the delegation, as well as the designation of one or more deputies who may act in his stead.

20. International intergovernmental and non-governmental organizations with competence in areas to be considered by a Consultation may be invited by the Executive Director to participate ^{a/} therein.

a/ Such participants shall be entitled to all rights except for the special ones of full participants specified in rules 28, 37, 43, 45, 46 (second sentence), 47 (second sentence), 48 and 49 below.

See remark on paragraph 18 above.

Line 4

Line 5

After words 'Executive Director' replace 'to participate therein' by 'to attend the Consultation. The Board shall from time to time adapt and advise when necessary the list of such organizations'.

Change 'may' to 'shall'

FAO and ILO suggest paragraph 20 to read:
'Organizations and agencies in the United Nations System with competence in areas to be considered by a Consultation shall be invited to participate therein. Other intergovernmental organizations and international non-governmental organizations may also be invited by the Executive Director to participate in Consultations on matters with respect to which they have competence'.

D. Financial arrangements

21. The expenses for Consultations shall be considered administrative expenses of UNIDO within the meaning of paragraphs 20(a) and 21 of Section II of General Assembly resolution 2152 (XXI), insofar as the expenses specified in paragraph 5 of General Assembly resolution 31/140 are not borne by a State or any other source.

22. Normally, each participant in a Consultation shall bear the expenses of its own delegation.

Participants in a Consultation shall be responsible for their own expenses, except for the special consideration to be given to participants from the least developed countries. (Tentative agreement)

Delete 'normally'

E. Reports and follow-up

23. Each Consultation shall formulate a report, which shall include such conclusions and recommendations as have been agreed upon by consensus, as well as summaries of other significant views expressed during the discussions. These reports shall be submitted to the Board for consideration.

Line 4

After 'by consensus' insert 'and shall also include other significant views

Line 8

Add at end of paragraph 'and appropriate action'

24. Upon consideration of the report of a Consultation, the Board may:

- (a) Endorse the agreed conclusions and recommendations contained therein;
- (b) Decide on the action to be taken by UNIDO;
- (c) Decide to bring to the attention of Governments and international inter-governmental and non-governmental organizations, and in particular the General Assembly, the Economic and Social Council and other competent organs of the United Nations, the conclusions and recommendations in the report, as well as its views and proposals thereon, insofar as these require governmental or intergovernmental action; and

Line 2

After 'the Board' add 'may, inter alia'

Delete whole paragraph

Delete whole paragraph or include (a) taking into account (b) if necessary (c) if governmental or inter-governmental attention is required.

(d) Whenever the report reflects divergent views on issues considered significant by the Board, request the Executive Director to arrange that these issues be considered further at subsequent Consultations.

F. Co-sponsorship

25. UNIDO may co-sponsor a particular Consultation with other organs of the United Nations or with intergovernmental organisations, in which event the Executive Director shall decide, in co-operation with the other executive heads concerned, on the allocation of functions in relation to the preparation for and the conduct of the Consultation.

Upon approval by the Board, UNIDO may co-sponsor a particular Consultation with other organs allocation of functions including the financial implications for each organization in relation to the preparation for and the conduct of the Consultation. (Tentative agreement)

III. Conduct of business at Consultations

A. Date, place and duration

26. The date, place and duration of each Consultation shall be fixed by the Executive Director, taking into account the decisions of the Board regarding the programme of Consultations and the progress of the preparatory arrangements.

Paragraph 26 now becomes 15.bis. The date, place, and duration of each Consultation shall be fixed by the Executive Director on the basis of the decisions of the Board regarding the programme of Consultations and taking into account the progress of the preparatory arrangements. (Tentative agreement)

B. Agenda

27. The agenda of each Consultation shall be drawn up by the Executive Director on the basis of the preparatory arrangements and shall be communicated, at least three months before the opening date, to all States and organisations invited.

Paragraph 27 now becomes 16.bis. The provisional agenda of each Consultation opening date, to all Member States and to organisations invited. (Tentative agreement)

28. The agenda may not be altered at the Consultation, except by unanimous consent of the full participants.

At the beginning of each Consultation Meeting and after the election of officers, the meeting shall adopt its agenda on the basis of the provisional agenda and any supplementary items proposed.

C. Officers

29. Each Consultation shall elect a Chairman and a number of Vice-chairmen designed to give representation to the various participating regions. These officers shall constitute the Bureau.

Line 1
Insert the word 'meeting'
after 'Consultation'

Line 2

Insert 'a rapporteur' after
'Chairman'

30. If the Chairman finds it necessary to be absent during part or all of a meeting constituting part of the Consultation, he shall designate a Vice-Chairman to take his place. A vice-chairman acting as Chairman shall have the same powers and duties as the Chairman.

If the Chairman cannot preside at a meeting or any part thereon, he shall appoint a Vice-chairman to take his place. (Tentative agreement)

SECRETARIAT TEXT

PARAGRAPH

GROUP 77

GROUP B

GROUP D

INDIVIDUAL REMARKS

31. The Chairman shall declare the opening and closing of each meeting, direct the discussions, maintain order, ensure the observance of these rules, accord the right to speak, make procedural and substantive proposals, put questions, announce decisions and exercise such other functions as may be conferred on him by these rules or by the Consultation.

Secretariat text

In addition to exercising the powers conferred upon him elsewhere by these rules, the Chairman shall declare the opening and closing of each meeting of the Consultation, shall direct the discussion, ensure observance of these rules, accord the right to speak, put questions to the vote and announce decisions. He shall rule on points of order and, subject to these rules, shall have control of the proceedings of the Consultations and over the maintenance of order at its meetings. The Chairman may propose to the Consultation the limitation of time to be allowed to speakers, the limitation of the number of times each representative may speak on any question, the closure of the list of speakers or the closure of the debate. He may also propose the suspension or the adjournment of the meetings or of the debate on the question under discussion.

The Chairman will be under the authority of the meeting.
(paragraph 31.bis)

Same remark as Group 77

D. Working Groups

32. A Consultation may establish working groups, including, as appropriate, representatives of full and other participants, for the consideration of particular items or the drafting of conclusions and recommendations.

The Consultation may establish each seasonal committees and working parties and subsidiary organs as may be necessary for the effective discharge of its functions. A Consultation may establish working groups for the consideration of particular items or the drafting of conclusions and recommendations during that Consultation. (Tentative agreement)

E. Public and private meetings

33. Meetings for Consultation, including those of working groups, shall be held in public unless the body concerned decides otherwise.

Meetings for Consultations including those of working groups shall be held in public. (Tentative agreement)

F. Secretariat

34. The Executive Director or his representative shall provide and direct the staff required for the Consultation.

As in Secretariat text. (Agreement)

35. The Secretariat of UNIDO shall be responsible for the preparation and distribution of documents and the organization of discussions; it shall assist the Chairman in the exercise of his duties and shall perform such other functions as are conferred on it by these rules or as may be requested by the Consultation.

Line 4

Replace the words 'and the organization of discussion' by 'in all the working languages (six weeks) before the meeting and the facilitation of discussions'.

Delete 'and the organization of discussion'

Panama: 'facilities for discussion'
USA: replace 'and the organization of discussion' by 'in all the working languages at least six weeks before the meeting and the facilitation of discussions'.

PARAGRAPH

Secretariat text

Add at end of paragraph 'to the Consultation and its subsidiary bodies, if any, concerning any questions under consideration'

36. The Executive Director or his representative may make oral or written statements.

G. Languages and records

37. Interpretation shall be provided in each of the official languages of the Board b/ as are effectively required by any full participant in the Consultation. A speaker may use a language other than an official language of the Board, if he provides for interpretation into one of the languages used in the Consultation.

b/ Chinese, English, French, Russian and Spanish, pursuant to rule 63 of the rules of procedure of the Board (ID/B/18/Rev.6).

38. Documents for a Consultation shall be prepared in such of the working languages of the Board c/ as are effectively required by any full participant in the Consultation. Upon the request of participants and to the extent feasible, documents may also be made available in other official languages of the Board.

c/ English, French, and Spanish, pursuant to rule 63, supra.

39. The report on the Consultation shall be prepared in the official languages of the Board.

Line 2

Replace 'such of' by 'all'

Line 2
Line 3 to 5

Replace 'such of' by 'all'

Delete 'as are effectively required in the Consultation'

As in Secretariat text. (Agreement)

40. No verbatim or summary records shall be made. Sound recordings of Consultations and, as appropriate, of working groups shall be kept by the Secretariat of UNIDO.

H. Right to speak

41. No participant may address a Consultation without having previously obtained the permission of the Chairman. Subject to rule 46 below, the Chairman shall call upon speakers in the order in which they signify their desire to speak. The Chairman may call a speaker to order if his or her remarks are not relevant to the subject under discussion.

Secretariat text with 'may' instead of 'shall' in line 4. (Tentative agreement)

Delete whole paragraph

The Consultation may limit the time allowed to each speaker and the number of times each may speak on any question, except on procedural questions, when the Chairman shall limit each intervention to a maximum of five minutes. When debate is limited and a representative has spoken his allotted time, the Chairman shall call him to order without delay.

Question of limitation of time requires further discussion

Delete whole paragraph

During the course of a debate the Chairman may announce the list of speakers and, with the consent of the Consultation, declare the list closed. The Chairman may, however, accord the right of reply to any member if, in his opinion, a speech delivered after he has declared the list closed makes this desirable. When the debate of an item is concluded because there are no other speakers, the Chairman, with the consent of the Consultation, shall declare the debate closed.

I. Substantive proposals

43. Substantive proposals and amendments thereto may be introduced by any participant, but a decision thereon shall only be taken if requested by the head of the delegation of a full participant.

Line 2 to 5

Delete text after 'by any participant'

Delete whole paragraph

44. Such proposals and amendments shall normally be introduced in writing and be circulated by the Secretariat. As a general rule, these shall not be considered until the day following their circulation; the Chairman may, however, permit consideration of proposals or amendments that have not been circulated or have been circulated + the same day.

Delete whole paragraph

J. Procedural motions

45. Procedural motions, including those for the suspension or adjournment of a meeting and for the adjournment or closure of debate on the question under discussion, may be presented orally at any time by the head of the delegation of a full participant. Such motions shall have precedence over substantive proposals and shall only be debated within limits established by the Chairman before being put for decision.

J. Procedural matters

Subject to rule 46 and regardless of the order in which they are submitted, the following motions shall have precedence in the following order over all other proposals or motions before the meeting:

(a) To suspend the meeting;
(b) To adjourn the meeting;
(c) To adjourn the debate on the question under discussion;
(d) For the closure of the debate on the question under discussion.

Line 5 to 10

Delete 'by the head of being put for decision'

Position reserved to be discussed later.

K. Points of order

46. Any participant may at any time rise to a point of order, which shall be immediately decided by the Chairman in accordance with these rules. Such a ruling may be appealed by the head of delegation of a full participant; the ruling shall stand unless the appeal is approved by a decision taken immediately, in accordance with rules 48 below.

Should be redrafted as follows: 'During the discussion of any matter, a representative may at any time rise to a point of order, which shall be immediately decided by the Chairman in accordance with the rules of procedure. A representative may appeal against the ruling of the Chairman. The appeal shall be immediately put to the vote, and the ruling of the Chairman shall stand unless overruled by a majority vote of the members present and voting'.

K. Points of order should be deleted.

Should be either deleted or replaced by the following: 'Any participant may, at any time, rise to a point of order and the point of order shall be immediately decided by the Chairman'. There should be a paragraph 46.bis as follows: 'Decisions on procedural matters shall be taken by consensus'

L. Taking of decisions

47. Conclusions and recommendations of a Consultation shall be decided by consensus. No such decision shall be taken unless representatives of all participating regions and of a majority of the full participants are present.

Line 3 to 6

Delete second sentence of paragraph; 'No such decision full participants are present'.

Should be redrafted as follows: 'Adoption of the report which shall include conclusions and recommendations shall be by consensus'.

SECRETARIAT TEXT	PARAGRAPH	GROUP 77	GROUP B	GROUP D	INDIVIDUAL REMARKS
<p>48. Decisions on other questions shall normally also be taken by consensus. However, in the absence of a consensus, the head of the delegation of any full participant may request a vote, whereupon the matter shall be decided by a majority of the heads of the delegations of the full participants present and voting.</p>			<p>Decisions on procedural matters shall be taken by consensus.</p>		
<p>49. For the purpose of these rules, the term 'consensus' shall mean that the decision was arrived at without the declared opposition of the head of the delegation of any full participant. Reservations, abstentions and statements of non-participation shall not be considered to constitute opposition.</p>			<p>Delete whole paragraph. (Agreement)</p>		
<p>50. Decisions that would or might result in expenditures on the part of UNIDO or another international organization should take into account statements of financial implications presented by the Secretariat of UNIDO.</p>				<p>Conclusions and recommendations that would or might result in expenditures on the part of UNIDO should take into account statements on financial implications presented by the secretariat of UNIDO. (Tentative agreement)</p>	<p>Secretariat: Amendment introduced to delete 'or another international organization'</p>
<p>M. Report</p>			<p>Redraft as follows:</p>		
<p>51. A draft of the report required by rule 23 above shall be prepared by the Secretariat and be submitted by the Chairman, on behalf of the Bureau, to the Consultation for its approval.</p>			<p>M. Adoption of the report A draft of the report required by rule 23 above shall be prepared by the rapporteur and be submitted, after consideration by the Bureau to the Consultation for its consideration and adoption.</p>		

SECRETARIAT TEXT PARAGRAPH GROUP 77 GROUP B GROUP D INDIVIDUAL REMARKS

N. Other procedural matters

52. Any procedural matter not specified by these rules shall be determined in accordance with the rules of procedure of the Board, insofar as these are not inconsistent herewith.

Line 5 Delete words 'insofar as these are not inconsistent herewith.' Delete whole paragraph.

IV. Amendment

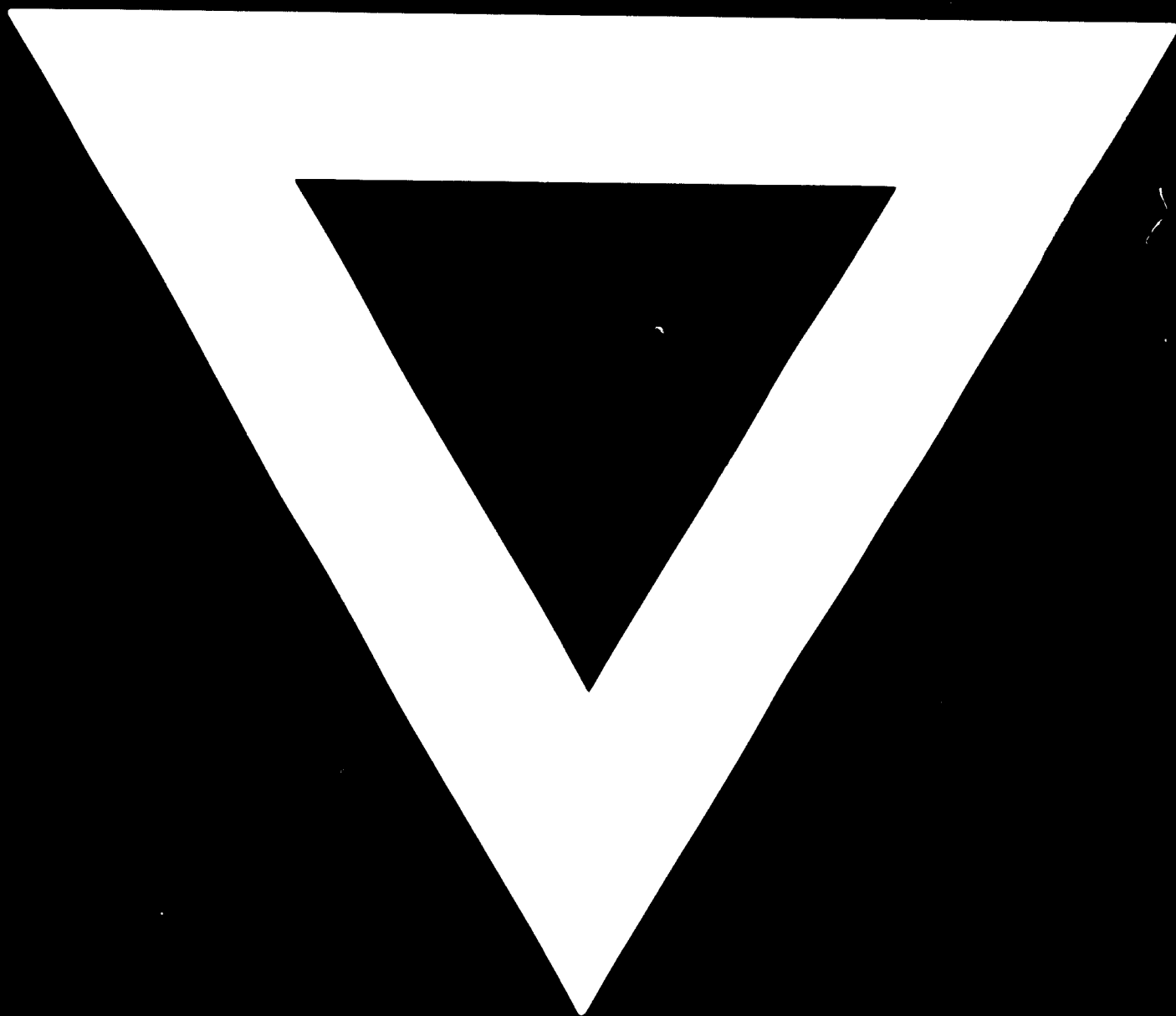
53. These rules may be amended by the Board.

As in Secretariat text. (Agreement)

100-104-1
 Approved
 1/1/1950



B-524



81.06.23